

de la fondation visant l'alcoolisme qui s'intéresse aux personnes venant à elle à cause de leurs problèmes relatifs aux stupéfiants?

**L'hon. M. Munro:** Je crois qu'il est juste de dire que le ministère n'a pas les moyens d'analyser toutes les drogues soumises par divers organismes et particuliers et qu'il doit user de discernement pour décider lesquelles feront l'objet d'une analyse.

### LES POSTES

#### LA FERMETURE DE BUREAUX DE POSTE RURAUX

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Ma question s'adresse au ministre des Postes et des Communications. Elle n'a rien à voir avec la présente menace de grève postale. Il s'agit des ordres donnés pour la fermeture de nombreux bureaux de poste ruraux dans des régions éloignées où les gens trouvent que ces services devraient exister pour leur utilité plutôt que pour leur rentabilité. Comme ces fermetures suscitent beaucoup de critiques, le ministre consentirait-il à les discontinuer et à songer à établir de nouveaux règlements afin que de grandes régions, dans les Prairies en particulier, qui souffriront de la disparition de leurs bureaux de poste, puissent espérer que les ordres déjà émis seront révoqués?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications):** Le très honorable représentant et, en réalité, tous les députés des deux côtés de la Chambre apprendront avec soulagement que le programme touche à sa fin. Nous avons étudié la situation de plusieurs milliers de bureaux de poste et il ne nous en reste que quelques centaines à étudier. Je dirai que quatre sur cinq de nos décisions ont été en faveur du maintien des bureaux. C'est que nous tenons compte des circonstances auxquelles vient de faire allusion le très honorable représentant.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je ne sais pas quels exercices mathématiques le ministre présente à la Chambre. Je sais seulement qu'il ne semble pas être tout à fait renseigné sur le grand nombre de cas de régions entières privées, par une ordonnance bureaucratique arbitraire, de bureaux de poste ruraux.

**Des voix:** Bravo!

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** Si l'on se souvient de l'engagement pris par le ministre devant le comité permanent des transports et

[M. Orlikow.]

des communications suivant lequel on ne fermerait plus de bureaux de poste sans avoir laissé largement le temps aux usagers de présenter des revendications, peut-il nous dire si, en réalité, on a permis à ces gens de faire connaître suffisamment leurs points de vue?

**L'hon. M. Kierans:** L'enquête prend ordinairement au moins trois mois et il faut encore trois semaines avant que les décisions soient exécutées.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il n'en va pas ainsi: trois semaines, ou trois jours.

### SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

#### L'APPEL DE L'ÉGLISE UNIE EN FAVEUR DES VIEILLARDS PENSIONNÉS

**M. Barry Mather (Surrey):** J'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre peut-il nous dire si on tient compte de l'appel lancé par le synode de Toronto de l'Église unie du Canada qui demande que la situation des vieillards pensionnés soit améliorée sans tarder?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Nous étudions très sérieusement cette intervention.

#### L'ESCOMPTE PERÇU SUR LES CHÈQUES D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET D'ANCIENS COMBATTANTS ET DE PENSIONS DE RETRAITE

**M. W. M. Howe (Wellington-Grey):** Une question supplémentaire pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Par suite de la menace de grève postale, les chèques d'allocations familiales et de pensions de retraite ainsi que les allocations des anciens combattants ont été envoyés à l'avance. Ce sont les seuls fonds que certains de ces pensionnés possèdent. A-t-on signalé au ministre que certains organismes et certains individus tirent parti de la situation en escomptant ces chèques à des taux énormes d'intérêt?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Oui, monsieur l'Orateur, et je considère que c'est une honte que ces organismes se lancent dans ce genre de pratique d'escompte, et encouragent les pensionnés à encaisser leurs chèques à l'avance. Mais j'ignore quelles mesures pourraient être prises pour lutter contre ces agissements.

**M. Howe:** Le ministre envisagerait-il de publier un communiqué signalant au grand